

I'Humanité



rouge

Propriétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

1F

Adresse : B.P. 365
75064 Paris Cedex 02
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 305

Vendredi 11 juillet 1975

Les ouvriers de Chausson TRAHIS !

Après deux mois de grève avec occupation, après de dures luttes contre la police et les milices patronales, après de vrais sacrifices, les ouvriers de Chausson sont contraints de reprendre le travail, la rage au cœur. Car ils n'ont été battus ni par les CRS de la bourgeoisie, ni par ses milices patronales accompagnées de chiens mais par une poignée de traîtres camouflés en «grands défenseurs de la classe ouvrière».

Aujourd'hui ces larbins de la bourgeoisie osent titrer dans leur journal de faux communistes, l'Humanité blanche, «Les "Chausson" rentrent ensemble et plus forts».

Une fois de plus ils mentent, ils mentent honteusement. Non les Chausson ne rentrent pas ensemble. Deux d'entre eux ont été lâchement abandonnés. Deux d'entre eux viennent d'être condamnés à des peines de prison pour leur participation à la lutte.

Mais ces deux-là ce ne sont que des immigrés et ils ne comptent pas pour les dirigeants du P«C»F.

Car ce n'est pas sur leurs belles paroles que l'on juge les hommes mais sur leurs actes. Ceux qui écrivent aujourd'hui sans rougir que Français et immigrés doivent être solidaires, se moquent des travailleurs, la solidarité de classe ce n'est pas, ça n'a jamais été de rédiger des protestations ronflantes en abandonnant des ouvriers aux griffes de la justice bourgeoise.

En un sens, les «Chausson» ne rentrent pas «plus forts» comme le proclame la voix des renégats. Même si on le leur répétait dix mille fois, les ouvriers de Chausson ne le croiraient pas. «Plus forts», c'est-à-dire sans complices de la bourgeoisie pour les empêcher de lutter ils auraient pu bloquer la sortie des matrices de presse leur atout dans la lutte. Une fois l'usine occupée par les

CRS, une fois les matrices nécessaires à Renault évacuées de l'usine de Gennevilliers la trahison était accomplie.

Mais d'un autre côté oui, les ouvriers sont plus forts. Dans la lutte de classe ils ont renforcé leur unité et leur conscience de classe ; et surtout inévitablement leur compréhension de la nature réactionnaire des révisionnistes a progressé et progressera encore.

Aujourd'hui le préposé aux commentaires sur «Chausson» dans l'Humanité révisionniste peut bien «rouler les mécaniques», sur le terrain, à Gennevilliers, les dirigeants du P«C»F ne peuvent pas en faire autant.

Ce n'est pas pour rien qu'un vent de panique a soufflé dans leur tête de contre-révolutionnaires lorsque les ouvriers se sont mis à affronter les jaunes et la police.

Ce n'est pas pour rien qu'ils ont concentré leurs coups contre les soi-disant «provocateurs gauchistes». Car ce qui est gauchiste pour eux c'est la violence révolutionnaire en réponse à la violence réactionnaire. Ce qui est gauchiste pour eux c'est d'oser combattre l'ordre des patrons et cette audace-là elle anime profondément des millions de travailleurs.

Voici plus de soixante années Lénine disait déjà aux ouvriers : «Il faut chasser des rangs de la classe ouvrière les commis de la bourgeoisie qui y sont infiltrés». Eh bien, les deux mois de lutte des ouvriers de Chausson auront permis de vérifier une fois de plus que cette recommandation de Lénine est profondément juste : le plus solide soutien des patrons ce n'est pas leurs CRS, leurs milices avec des chiens, leur plus solide soutien ce sont les dirigeants du P«C»F et leur ligne de collaboration de classe car ce sont bien eux les chiens de garde les plus dangereux de l'ordre établi.

Henri JOUR

SCANDALEUX !

La XI^e chambre de la cour d'Appel a réduit les peines qui avaient été infligées aux policiers racistes qui en 1972 avaient agressé des travailleurs immigrés dans un hôtel de Noisy-le-Sec. Ils ne feront pas un seul jour de prison.

Le même jour un autre tribunal condamnait les travailleurs immigrés de Chausson à 15 jours de prison.

Telle est la justice de classe : la liberté pour les flics fascistes, la prison pour les ouvriers !

Hier, conférence de presse des travailleurs de l'EPUR

Mercredi après-midi au siège de la CFDT, Rue Montholon s'est tenue une conférence de presse organisée par les travailleurs de l'EPUR.

Les employés de l'EPUR sont aujourd'hui en lutte depuis le 3 février 1975, et occupent les locaux de leur entreprise depuis le 23 juin.

Ils s'opposent à quatre patrons de choc dont la majorité est affiliée au P«C»F. Ceux-ci pour des raisons politiques et idéologiques prétendent renouveler une partie du personnel — notamment des militants CFDT — coupables de s'opposer à leur ligne politique.

Ils ont commencé par vouloir licencier un employé et sont arrivés aujourd'hui au nombre de quatre.

Toutes les méthodes patronales ont été utilisées pour saboter leur lutte. D'autant plus que messieurs les patrons révisionnistes disposent de la CGT (minoritaire) véritable syndicat maison.

En plus de cela, ils ont eu le culot de faire prévaloir leur droit de patron de gauche en accusant les grévistes de faire de l'anti-communisme.

Mais toutes les manœuvres nous ont expliqué les travailleurs de l'EPUR sont tombées à l'eau et n'ont fait que renforcer leur détermination et élever leur vigilance.

Plusieurs membres de la CGT ont rendu leur carte et participent à l'occupation. D'autres qui ne l'ont pas encore fait occupent également.

L'argument avancé par la section CGT-EPUR ainsi que par le SNPBE (syndicat CGT bureau d'étude) a été le suivant : «continuer une grève alors que la trésorerie de l'entreprise est en difficulté aboutit à renforcer le chômage». Autrement dit lutter contre tout licenciement équivaut à lutter pour les licenciements. C'est exactement le point de vue des patrons qui ont engagé un syndic en vue de liquider l'entreprise. Préférant ainsi licencier 24 personnes plutôt que de céder.

Les travailleurs quant à eux sont décidés à continuer le combat malgré l'avis des référés visant à les expulser. Ils veulent «pas un seul licenciement». Peu importe pour eux l'apparence du patron.

Nous rendrons compte plus en détail de cette importante lutte dans notre édition de demain.

Dès à présent chacun peut leur apporter un soutien : EPUR, 16 bis Avenue Bosquet, 75007 Paris.

SOUTENONS LA JUSTE LUTTE DU PEUPLE TUNISIEN !

Nous nous sommes faits à plusieurs reprises dans nos colonnes, l'écho des luttes du peuple tunisien.

Nous avons reçu aujourd'hui un texte de «El Amei Tounsi» qui dénonce la répression en Tunisie et rapporte les luttes du peuple et des marxistes-léninistes de Tunisie que nous publions ci-dessous.

Un meeting contre la répression en Tunisie est organisé par «le Comité de défense des victimes de la répression».

Samedi 12 juillet
59 Rue de la Fontaine-au-Roy
75011 Paris

Depuis le début de l'année 75, et malgré le déploiement constant des forces répressives (BOPS, polices, polices rurales, armées, garde nationale) nous assistons à un développement impétueux des luttes populaires pour «le pain, la liberté et l'indépendance nationale».

Le régime réactionnaire de Bourguiba n'est plus en mesure ni par sa démagogie habituelle sur «la paix sociale», sur «l'unité nationale», sur «le parti de la nation toute entière», ni par le recours systématique à la répression sauvage et multiforme à l'encontre des masses populaires, de stopper le combat démocratique et anti-impérialiste de notre peuple !

C'est ainsi que sur les fronts de luttes (front ouvrier, front paysan, front étudiant, front lycéen, etc) des dizaines de grèves ont eu lieu depuis janvier dernier.

La classe ouvrière tunisienne riche de ses glorieuses traditions de lutte contre le colonialisme français, a mené plus d'une vingtaine de luttes pour l'amélioration de ses conditions de travail, pour l'augmentation des salaires et même pour libérer son syndicat (l'Union générale des travailleurs tunisiens - UGTT), de l'emprise des agents du patronat et du pouvoir du genre de Habib Achour, secrétaire général jaune et fantoche de l'UGTT. Ces grèves dont la plus célèbre est celle des marins qui a mobilisé tous les ports du pays qui a touché tous les secteurs d'activité et ainsi toutes les régions du pays, ce qui traduit la conscience de classe des masses travailleuses.

Les paysans pauvres ont mené plusieurs luttes pour la terre et l'eau. Ces luttes ont revêtu souvent l'aspect d'affrontement, violents avec les forces de l'ordre suivis d'arrestations massives (entre 450 et 600 dans le sud tunisien, 120 hommes et femmes à Zaghouan, etc).

Quant à la jeunesse intellectuelle, elle ne cesse d'élargir et d'approfondir ses justes luttes.

Les étudiants tunisiens regroupés autour de leurs structures provisoires de l'UGET (CUP, BF, CS, etc) continuent de faire échec aux manœuvres du pouvoir tendant à imposer une direction fantoche à leur syndicat. Ils continuent aussi de soutenir fermement les luttes populaires (ex : mai 1975) et d'exiger la libération de tous les détenus politiques.

Les lycéens de leur côté multiplient les grèves et manifestations autour de leurs justes mots d'ordre et revendications :

- amélioration des conditions d'enseignement ;
- le droit d'avoir un syndicat (l'Union nationale des élèves tunisiens - UNET) ;
- soutien à la lutte des enseignants démocrates.

Quant aux enseignants eux-mêmes et après la grève exemplaire qu'ils ont menée le 28 janvier 75 par solidarité

avec leurs camarades condamnés lors du procès fasciste des 202 marxistes-léninistes d'août 74, ils continuent de faire face aux menées réactionnaires du Destour (arrestation, exclusions de la fonction publique, etc), comme en témoigne leur rassemblement du 19 juin devant le local de l'UGTT pour exiger la réintégration de leurs camarades exclus par le ministère de l'Éducation nationale.

Cet aperçu des luttes populaires en Tunisie prouve que la situation dans notre pays est loin d'être «tranquille, stable» comme s'acharnent à le démontrer la presse destour et celle de ses maîtres impérialistes...

Ces luttes et celles que mènent

les prisonniers politiques du fond de leurs geôles sont la preuve la plus éloquente que le mouvement révolutionnaire tunisien se porte bien et avance à grands pas vers la construction du Parti communiste marxiste-léniniste de Tunisie, notre tâche centrale à l'heure actuelle.

Les réactionnaires et fascistes destouriens peuvent multiplier leurs déclarations et leurs sermons sur leur intention de «détruire le marxisme-léninisme en Tunisie», de faire du procès de l'été 1975 le «dernier procès des marxistes-léninistes» mais ils ne pourront jamais faire marcher la roue de l'histoire à rebours.

Le 8-7-1975

«Perspectives tunisiennes»
Journal El Amei Tounsi

Palestine : LES COMBATTANTS TOUJOURS PRETS !



Les crimes sionistes n'ont pas la combativité des faddayin ; l'agence palestinienne Wafa vient de communiquer le bilan des combats des dix derniers jours de juin.

Le 23, les commandos ont fait sauter à Tel Aviv la voiture d'un officier israélien. Des ennemis à bord ont été blessés. Le même jour, les charges d'explosifs qu'un commando avait placés sur la route reliant Jenin et Naplouse ont détruit un important câble téléphonique, tué et blessé de nombreux techniciens militaires ennemis.

Le 24, une unité spéciale des commandos ont mis des bombes incendiaires dans une maison d'accueil des jeunes qui appartient à une organisati-

tion religieuse sioniste paramilitaire à Hébron. Plusieurs ennemis ont été blessés.

Le 25, un commando a attaqué un point de concentration de tanks et de soldats ennemis près d'un kibboutz en Galilée occidentale, détruisant deux véhicules, tuant ou blessant de nombreux soldats ennemis.

Les 29 et 30, les révolutionnaires et commandos palestiniens ont incendié le bâtiment municipal de Tiberias, un dépôt de papier de l'armée israélienne près de la gare à Petah Tickva, et un dépôt de bois dans la banlieue de Ras Al Ayn sur la route reliant Jérusalem et Tel Aviv.

La religion au service des nouveaux tsars

L'emprise de la religion se développe en Union soviétique ; la presse soviétique elle-même en fournit de nombreuses preuves ; en Arménie, selon la presse, «l'influence de l'Église grandit surtout chez les jeunes» ; à Rostov-sur-le-Don, le nombre des baptêmes a augmenté ; selon «Selskaya Zhizn», dans les campagnes 90 % de la population est religieuse et «plusieurs jeunes-komsomols baptisent leurs enfants à l'Église» ; en Turkménistan, selon «la Pravda», «les mariages, les naissances, les enterrements ont été faits selon les coutumes religieuses».

Les plumitifs révisionnistes expriment leur «regret» et leur «surprise» au fil de leurs colonnes. Mais c'est l'hypocrisie pure et simple. Car ce sont les dirigeants révisionnistes eux-mêmes qui encouragent l'épanouissement de

la religion, se vantant du «soin» que l'État apporte à la formation des prêtres et à l'augmentation du nombre des églises. Chaque année le séminaire et l'académie théologique de Zagorsk forment des centaines de prêtres. Même chose à Odessa et à Leningrad. 7 500 paroisses et 73 diocèses s'étendent comme une toile d'araignée sur tout le pays. Et le porte-parole du patriarche de Moscou de se féliciter aux journalistes étrangers : «L'Église devient toujours plus grande, s'est-il vanté. Elle est fréquentée par 30 à 50 millions de personnes, la plupart des jeunes filles et des jeunes gens». Quant à un prêtre russe, il s'est plaint à un journaliste étranger, de ne pas avoir le temps de donner des leçons religieuses car il devait faire... 1 000 baptêmes par an ! Le gouvernement soviétique ne leur

LA TUNISIE, LA FRANCE ET LA MÉDITERRANÉE

La Méditerranée est l'objet d'une lutte intense entre les États-Unis et l'Union soviétique. Leur rivalité accrue s'y manifeste par l'augmentation considérable des forces navales des deux superpuissances : 50 à 60 navires de guerre soviétiques et presque autant d'américains. Comme ni les États-Unis ni l'Union soviétique ne sont méditerranéens, de plus en plus nombreux sont les pays qui se demandent ce qu'ils viennent faire là et s'inquiètent du danger de guerre qu'ils font peser sur la région.

C'est ainsi que ces derniers temps l'activité diplomatique s'est considérablement intensifiée dans le bassin méditerranéen. D'un côté les superpuissances, et notamment l'Union soviétique, ont multiplié les pressions et manœuvres pour acquérir des bases militaires, de l'autre les pays méditerranéens ont renforcé leurs liens contre la présence américano-soviétique. Plusieurs pays ont même officiellement manifesté leur désaccord avec la présence de flottes de guerre étrangères en Méditerranée : c'est le cas par exemple de l'Algérie et de la Tunisie.

On parle actuellement de plus en plus dans les milieux diplomatiques d'une conférence des pays méditerranéens qui pourrait se terminer par une déclaration commune dirigée contre les activités américano-soviétiques.

Étant donné la position stratégique de la Méditerranée dans le cadre de la rivalité pour le contrôle de l'Europe qui oppose impérialistes américains et sociaux-impérialistes soviétiques, il est aisé de voir l'importance internationale d'une telle conférence.

Dès lors on comprend mieux le caractère positif des liens politiques qui se développent entre l'Algérie et la France, la France et le Maroc, la Tunisie et la France.

La visite officielle que vient d'effectuer le premier ministre tunisien Nouira à Paris s'inscrit dans un tel contexte tout comme la visite que devrait prochainement effectuer Giscard d'Estaing en Tunisie.

Bien entendu il est difficile de dire que les capitalistes monopolistes français n'ont pas d'arrière-pensées et n'espèrent pas faire de la Méditerranée leur sphère d'influence.

Mais nous savons bien que les peuples méditerranéens qui ont lutté contre le colonialisme français sont vigilants et développent sans cesse leur lutte contre l'impérialisme pour la consolidation de l'indépendance nationale.

épargne pas son aide : il fait publier et republier la Bible, le Coran et des livres religieux, il fait fabriquer des icônes. Le cinéma fait de plus en plus la part belle à la religion : «Andréi Rublev» ou «La Broussaille de l'avalanche rouge» réalisés ces dernières années sont accompagnés de musique religieuse, etc.

Pourquoi cet encouragement à la religion ? Avec cet «opium» bien connu, la clique révisionniste soviétique vise à désorienter la nouvelle génération, à l'éloigner des problèmes sociaux, de la lutte de classe, et de la lutte révolutionnaire. Utiliser la religion pour renforcer son pouvoir réactionnaire, tel est l'objectif de Brejnev et Cie.

C'est la voie des «anciens tsars» qu'ils empruntent ; mais au bout du chemin, leur destin sera du même tabac !

Motorola Toulouse: OPPOSITION AU DIKTAT DES DIRIGEANTS C.G.T.

Depuis plusieurs mois certains délégués nous menaçaient d'exclusion chaque fois que nous nous opposions à eux sur des points précis de la ligne politique suivie par la CGT (voir article HR No 293).

Une semaine après la tenue de la réunion de préparation au 39e Congrès, le conseil syndical décida de proposer :

1) Notre exclusion du bureau.
2) Notre exclusion du conseil syndical.

3) De nous rayer des listes CGT, pour les prochaines élections qui auront lieu en octobre.

Une réunion des syndiqués fut donc prévue pour le 28 juin, afin de voter pour ou contre l'application de cette décision.

Nous avons alors décidé de contacter tous les travailleurs syndiqués et non-syndiqués que nous connaissions pour leur expliquer le problème et leur proposer de signer une pétition que nous avons rédigée ainsi :

« Depuis que A.C. et C.D. sont délégués du personnel, nous avons remarqué leur participation effective à toute activité pour la défense des travailleurs, leur volonté d'écouter leurs revendications et de discuter avec eux.

« Leur reprocher leur désaccord avec le Programme commun, et le non-respect de la démocratie syndicale sur ces points-là, c'est vouloir faire passer certains intérêts politiques avant les intérêts des travailleurs et leur unité.

« Nous demandons que le conseil syndical revienne sur sa décision. »

Après large discussion nous avons été soutenues sur les bases suivantes :

« Vous avez toujours rempli votre rôle de délégués. Vous êtes libres d'avoir les idées politiques que vous pensez justes, et il n'y a aucune raison pour que l'on vous impose de diffuser des tracts dont le contenu politique est en désaccord avec ce que vous pensez. »

Au cours de ces discussions nous avons même dû lutter contre l'apathisme de certaines camarades de travail qui disaient « la politique on s'en fout, ce qui est important pour nous c'est de lutter efficacement pour nos revendications à Motorola ».

Nous avons ainsi obtenu le soutien de 27 syndiqués et d'une soixantaine de travailleurs, malgré nos limites (travail en équipe, division de l'usine en différents secteurs).

Sachant que nous faisons une pétition, de leur côté, les révisionnistes voulurent faire voter par procuration.

TRANSPORTS LARDEAU A BOURG-LA REINE

L'ensemble du personnel (8 chauffeurs) s'est mis en grève le 4 juillet à 7 heures du matin sur les revendications suivantes : réduction des horaires de travail (la plupart des chauffeurs faisaient jusqu'à 12 heures par jour en sautant le repas de midi) ; pas de diminution de salaire ; paiement des heures supplémentaires ; augmentation des effectifs.

Devant la soudaineté de la grève et la détermination du personnel le patron a dû céder à 14 heures sur les trois premiers points. Le travail a repris sur cette base, mais les chauffeurs sont déterminés à reprendre le mouvement à la moindre menace de licenciement, et continuent à lutter sous d'autres formes pour imposer une augmentation des effectifs.

Correspondant H.R.
en collaboration avec un des grévistes

Avant la tenue de l'assemblée générale, ils firent passer un bulletin spécial aux syndiqués, leur expliquant « pourquoi » le conseil syndical prenait ces mesures contre nous.

Ainsi, ils nous reprochaient : notre désaccord avec le Programme commun ; notre refus de la soi-disant démocratie syndicale ; notre soutien à la grève de Badin pour lequel nous avions distribué un tract « CFDT », aux portes de l'usine.

Nous avons répondu immédiatement par un tract : « Quelques informations supplémentaires ».

Nous avons demandé à chaque collecteur de le diffuser auprès des syndiqués, tout en comptant avant tout sur nos propres forces.

A l'assemblée générale, 22 travailleurs syndiqués étaient présents sur environ 100 syndiqués CGT à Motorola, cela représentait une faible participation qui s'explique par le peu d'activités de la section qui depuis le début (ou presque) se cristallise sur le Programme commun imposé par quelques dirigeants syndicaux.

A cette assemblée générale, nous avons surtout développé ce que voulaient les révisionnistes, au nom de la soi-disant démocratie syndicale : empêcher les communistes marxistes-léninistes de s'exprimer politiquement et de combattre leur ligne réactionnaire.

Le vote eut lieu : 7 travailleurs votèrent contre la décision du conseil syndical, prenant eux-mêmes la parole pour nous soutenir ; 1 resta neutre ;

14 votèrent pour l'application de la décision.

Nous avons alors signalé que 27 syndiqués avaient signé notre pétition. Les révisionnistes nous répondirent que ce n'était pas valable. Ils avouèrent qu'ils voulaient eux aussi faire des procurations, mais que finalement ils avaient pensé que « seule l'assemblée générale était souveraine »...

Ce qui nous a prouvé que le nombre de leurs procurations était inférieur au nombre de nos signatures.

Il faut noter que les 14 travailleurs ayant voté contre nous sont pour la plupart des militants du P.C.F.

N'ayant ainsi plus aucune responsabilité à la CGT, en accord avec les syndiqués qui nous soutenaient, nous avons décidé de démissionner. Nous avons distribué un tract intitulé : « Pourquoi nous démissionnons de la CGT » aux portes de l'usine à tous les travailleurs.

En conclusion, nous pouvons dire que les travailleurs de Motorola sont aujourd'hui conscients, pour la plupart, de leurs méthodes antidémocratiques et social-fascistes. Des cartes ont été rendues, des travailleurs vont rejoindre avec nous la CFDT afin de continuer à nous organiser face à la direction de choc que nous avons à Motorola, et qui nous réserve au retour des vacances des mesures encore plus dures pour sortir de la crise.

les communistes marxistes-léninistes de l'usine

POUTEAU (RENNES) victoire après une semaine de grève

Après une semaine de grève les ouvriers de chez Pouteau (bâtiment) obtiennent : 16 F de déplacement pour les chantiers de Saint-Grégoire, l'Hermitage et Cesson ; transport collectif fourni par l'entreprise ; 8 F de panier à Rennes (9 F au 1er octobre), au Rheu : 9 F plus 50 F de déplacement par mois ; 100 F d'indemnité de départ en congé ; 50 centimes d'augmentation pour tous au 1er juillet dont 30 centimes à valoir sur la prochaine commission paritaires.

Que la juste lutte des ouvriers de chez Pouteau nous serve d'exemple pour arracher nos justes revendications.

En effet, l'unité la plus large a été réalisée, syndiqués ou non, CFDT, CGT car ce sont les ouvriers qui ont pris en main l'initiative de leur lutte, allant discuter avec leurs camarades des différents chantiers. Les revendications étaient discutées en assemblée générale des grévistes, tout le monde donnait son avis sur la grève et sur les revendications. Dans la conduite de la grève, les militants CFDT, liés à leurs camarades de travail, ont joué un rôle mobilisateur en s'appuyant sur les grévistes ; en effet ils ont exigé que l'ensemble des grévistes assistent aux négociations avec le représentant du patron.

Correspondant HR

Béthune : LES PAYSANS REFUSENT LE PILLAGE DU TRUST BARBRY

Dans la région de Béthune des petits et moyens paysans se sont regroupés pour lutter contre les trusts capitalistes qui mettent la main sur l'agriculture et pour aider M. et Mme Locquet qui étaient des porcs en intégration et ont été condamnés à payer des dettes en guise de salaire.

L'intégration est un moyen terrible pour accroître l'exploitation des petits producteurs de viande. En effet les petits et moyens paysans toujours plus endettés et en prise à des difficultés croissantes sont amenés à passer des contrats d'intégration avec des firmes capitalistes. Profitant honteusement du manque d'information des paysans, les représentants des trusts réussissent à placer auprès de paysans en difficulté des contrats qui semblent au début assurer un revenu certain. Ces contrats sont faits « à la tête du client » de façon à renforcer la division parmi la paysannerie travailleuse. L'éleveur en intégration doit acheter les porcelets et les aliments à la société capitaliste au prix fixé par celle-ci, et ensuite vendre les porcs gras à un négociant déterminé au prix du marché qui ne tient pas compte du travail. L'éleveur supporte tous les frais : eau, électricité, bâtiments, outils, vétérinaire, amortissement des investissements, etc. Même les pertes sont à sa charge et souvent aussi celles qui se produisent durant le trajet sans que rien soit vérifiable ! De plus, le paysan ne peut discuter les lots de porcelets ni contrôler la qualité et la quantité de l'aliment. Un autre système, le travail à la pièce : le producteur touche au maximum 30 F par bête élevée durant un laps de temps trop court fixé par la firme. La société capitaliste fournit le porcelet et l'aliment, mais tous les frais sont à la charge du paysan. Dans cette situation scandaleu-

se il est entièrement soumis à la firme qui peut le laisser sans travail lorsqu'elle ne lui apporte pas les animaux ou l'aliment.

Pour couronner le tout, dans cette affaire, la firme Barbry réclamait aux Locquet 56 600 F (5 millions d'anciens francs) de dettes au lieu de les payer ! Assignés en justice ces derniers ont été condamnés par deux fois à verser 20 000 F sans compter les frais de justice et à une peine de prison avec sursis ! De plus Barbry a attaqué pour diffamation les membres du comité de soutien formé à l'initiative du syndicat Paysans-Travailleurs de la région.

Ce comité de soutien a organisé de nombreuses réunions dans le Nord et le Pas-de-Calais pour informer les paysans et d'autres catégories de la population, les mobiliser pour la défense des Locquet et unir les éleveurs contre les contrats d'intégration. Dans ces réunions l'action accomplie est exposée très concrètement et en s'appuyant sur le film réalisé par les paysans lot-et-garonnais qui menèrent une lutte victorieuse contre Sanders.

Ainsi les illusions sur la justice bourgeoise sont balayées : non seulement les paysans sont exploités par le capital, ils ne sont pas payés pour leur travail, mais encore les tribunaux les condamnent. De plus Barbry ne put jamais fonder son accusation sur des preuves. Par contre les Locquet avaient la preuve que Barbry avait mis deux fois en circulation les mêmes traites. Mais la banque refusa de leur communiquer les relevés de compte (débit-credit). La collusion des banques, des firmes capitalistes et de la justice bourgeoise a été mise en lumière. Les paysans prennent conscience qu'ils n'ont rien à attendre de la

justice de classe bourgeoise qui n'est qu'un appareil de répression au mains des monopoles.

D'autre part on a vu de quel côté se plaçait le syndicat FNSEA ! Il a commencé à donner aux victimes l'avocat de leur exploiteur, puis comme la fermeté des Locquet et de comités de soutien ne faisait qu'croître, les dirigeants syndicaux condamnèrent la lutte et le comité de soutien. Enfin on apprit qu'un bon syndical avait traité avec Barbry un arrangement sur le dos des Locquet ! Ainsi le syndicat FNSEA s'est clairement démasqué comme une organisation au service des gros propriétaires et des monopoles.

Encouragés par l'exemple des paysans lot-et-garonnais et avertis par leur propre expérience, les membres du comité de soutien constatent qu'ils doivent compter sur leurs propres forces ; ils sont convaincus qu'ils peuvent vaincre en menant une lutte de masse résolue, insistant sur la nécessité d'un véritable combat syndical, rassemblant les victimes de l'intégration, et appellent les paysans et d'autres couches travailleuses à soutenir concrètement la lutte en cours. Déjà tel responsable d'un organisme à but culturel met à leur service du matériel audio-visuel, tel syndicat d'enseignants les soutient fermement.

Mais les Paysans-Travailleurs ne comptent pas s'en tenir là. D'une part ils contre-attaquent en justice, résolu à exploiter toutes les contradictions du système bourgeois sans se faire aucune illusion. Et d'autre part, ils mobilisent les paysans et travaillent à les organiser contre les monopoles. Ils dénoncent l'intégration comme un phénomène du capital monopoleur mettant la main sur l'agriculture, et ils savent très bien que seule la révolution prolétarienne mettra fin à ce système pourri.

NANTERRE

GREVE
A LA VERMICULITE

Le mercredi 9, à 6 heures du matin, les travailleurs de «La Vermiculite» à Nanterre se sont mis en grève. Cette société fabrique des isolants pour le bâtiment et 95 % du personnel de production est d'origine algérienne. Après trois mois de refus de toute discussion de la part de la direction, les travailleurs ont fait le constat qu'il n'y avait qu'une solution pour faire céder la direction : la grève. La section CGT de l'usine a exprimé les revendications des travailleurs portant actuellement sur : augmentation sur le salaire mensuel de 200 F pour tous ; révision générale des classifications ; cinquième semaine de congés payés ; treizième mois de salaire pour un an d'ancienneté ; les trois jours de carence en cas d'arrêt payés par l'entreprise ; révision de la prime d'ancienneté ; pour les congés des travailleurs immigrés, il est demandé un congé de 45 jours pouvant être pris en toute période de l'année ; augmentation de la prime de vacance de 20 % ; prime d'insalubrité au Vermex pour les ouvriers de la production et de l'entretien ; attribution d'une prime pour la manutention des blocs à l'équarissage ; heure d'information payée chaque mois à tout le personnel ; demande d'une subvention pour les stages syndicaux.

Notons qu'une discussion parmi l'ensemble des grévistes a permis de transformer une première revendication de «10 % d'augmentation du salaire» en «200 F pour tous». Et après un autre débat, les travailleurs ont demandé de meilleures conditions de travail, plutôt que des primes d'insalubrité ou de manutention.

La direction, pour désamorcer la lutte, a proposé 2 % d'augmenta-

tion et d'étudier un éventuel 13e mois. Mais les travailleurs ne sont pas dupes : ils décident de renforcer leur mouvement.

Pour la première fois le mur du silence entre les ouvriers de cette usine et les employés du siège (dans un autre quartier de Nanterre) a été brisé. La section CFDT du siège (nouvellement créée) tient les employés au courant de la grève et prépare le soutien en y joignant leurs propres revendications.

Les communistes marxistes-léninistes de «l'Humanité-Rouge» soutiennent totalement et appellent tous les travailleurs français et immigrés à exprimer leur solidarité aux justes revendications des ouvriers de la «Vermiculite».

Ouvriers et employés, tous unis contre le même patron ! Travailleurs français et immigrés une seule classe ouvrière. Correspondant H.R.

DERNIERE MINUTE :

Ce matin (10 juillet), à partir de 6 h 30, les ouvriers ont occupé l'usine de Nanterre. Une inscription à la peinture rouge (sur une plaque d'isolant fabriquée par l'usine) indique : «GREVE AVEC OCCUPATION JUSQU'A LA SATISFACTION DE NOS REVENDICATIONS». L'entrée de l'usine a été interdite au personnel d'encadrement qui avait refusé de se mettre en grève la veille. SOUTIEN TOTAL AUX OUVRIERS DE «LA VERMICULITE»-NANTERRE.

Sidérurgie LE PATRONAT
VEUT LICENCIER

En présentant lundi soir devant la presse le bilan de l'activité de la sidérurgie française pour l'année 1974, le président de la Chambre syndicale de la sidérurgie, vice-président du Conseil national du patronat français (CNPF), Jacques Ferry, devait aligner des résultats «excellents» de son point de vue : le chiffre d'affaires avait augmenté de 46 %, etc. Mais c'était pour ajouter bien vite que 1975 serait «la plus mauvaise année de toute la période d'après-guerre».

Critiquant les dernières mesures gouvernementales «guère convaincantes» et l'aide à l'investissement «insuffisamment hardie et trop dispersée», Ferry devait annoncer que la «sidérurgie française sera contrainte de réduire ses effectifs : elle ne pourrait pas continuer à soutenir de telles charges». Autrement dit il faut s'attendre à une nouvelle série de licenciements ; la seule solution à la crise, du point de vue de la bourgeoisie, c'est de saigner à blanc une classe ouvrière déjà surexploitée.

COMLOT COLONIALISTE
CONTRE LES COMORES

Les Comores indépendantes ont été d'ores et déjà reconquises par différents pays du tiers monde tels que l'Algérie, la Tanzanie, la Guinée, Madagascar.

Pendant ce temps le colonialisme français cherche à porter atteinte à l'intégrité territoriale des Comores en annonçant qu'il va organiser des «élections» dans l'île Mayotte qui appartient aux Comores. En recourant au trucage électoral dont il est coutumier, le colonialisme espère ainsi détacher Mayotte des Comores et pouvoir y maintenir sa présence. Mais Mayotte dépend de la souveraineté du gouvernement comorien et les provocations colonialistes connaîtront l'échec.

La sainte alliance réactionnaire
contre les médecins lyonnais

Dans notre édition d'hier, nous avons donné quelques informations sur la réunion du 6 juillet de la commission de discipline du Conseil régional de Lyon de l'Ordre des médecins, où de graves sanctions devaient être prises contre les docteurs M. Debout et D. Balvet.

«L'Humanité» blanche du 9 juillet, traitant du même sujet, a mis à jour la position des dirigeants révisionnistes sur ces questions. Elle consiste ni plus ni moins à se ranger du côté de l'institution pétainiste qu'est l'Ordre des médecins contre les 1 200 praticiens qui ont refusé de payer leur cotisation.

Ecoutez plutôt les paroles de la Fédération du Rhône du parti de Marchais rapportées par «L'Humanité» : «Nous pensons que cette affaire ne peut se liquider en faisant l'économie d'un débat dans le corps médical. Avec de tels procédés, l'Ordre ne fait que se discréditer. Rappelons que nos camarades du Rhône, sans se solidariser avec les docteurs Debout et Balvet, leur avaient apporté leur soutien...».

Les révisionnistes critiquent la «procédure» mais c'est pour mieux faire passer les deux aspects de leur ligne bourgeoise en matière de médecine et d'avortement.

Premièrement, pas de condamnation de l'Ordre réactionnaire des médecins qui a le pouvoir d'empêcher d'exercer quiconque est en désaccord

avec ses conceptions fascisantes. L'Ordre est de plus en plus discrédité auprès d'un nombre croissant de médecins qui demandent sa suppression. Face à cela, la position des dirigeants révisionnistes consiste à vouloir le sauvegarder, et, de fait, à le soutenir et c'est parce qu'elle contribue à le discréditer encore un peu plus qu'ils critiquent la «procédure» employée pour le «jugement» des docteurs Debout et Balvet !

Deuxièmement, il est clair que le fond du conflit entre les docteurs Debout et Balvet et l'Ordre des médecins, c'est bel et bien la question d'accorder ou non aux femmes le droit de décider du nombre d'enfants qu'elles auront. Pour l'obtention de ce droit, la lutte massive des femmes a permis d'arracher quelques résultats. La loi Veil est peu de chose mais elle est malgré tout un acquis par rapport à la loi de 1920. Or les révisionnistes sont contre son application. Ils disent que «l'affaire», pour être réglée, doit faire l'objet d'un débat dans le corps médical. En proposant un tel «débat», ils offrent une sortie de secours à l'Ordre réactionnaire. Les premières victoires qu'ont remportées les femmes, les révisionnistes ne font que les remettre en cause.

Vraiment il n'est pas de terrain où les dirigeants révisionnistes n'ont pas une ligne bourgeoise, réactionnaire, de sauvegarde du capitalisme ; pas de terrain où ils ne se montrent pas les pires ennemis de la classe ouvrière et des masses populaires.

De justes positions
de «Front rouge»
sur l'Algérie indépendante

Nous avons déjà eu l'occasion de souligner dans nos colonnes une évolution positive de certaines positions de «Front rouge». Une nouvelle occasion nous en est fournie à la lecture du numéro 163 de ce journal. Sous la signature de Monique Chéran, nous avons lu en effet un article qui constitue une rectification importante du point de vue de «Front rouge» sur l'Algérie et qui rejoint sur ce point les positions que nous défendons.

Monique Chéran écrit fort justement que l'Algérie «sans relâche, soutient les peuples en lutte pour leur libération dans le monde» qu'elle a puissamment contribué à la lutte de l'ensemble du tiers monde pour la récupération de ses richesses nationales, par l'exemple qu'elle constitue, comme par les initiatives qu'elle prend pour renforcer l'unité et la force de cette lutte». Citant à plusieurs reprises le président Boumediène, Monique Chéran souligne la pla-

ce décisive de l'Algérie dans la lutte menée par l'Organisation des pays non-alignés contre l'impérialisme et en particulier les deux superpuissances : «Aujourd'hui le mouvement des pays non-alignés est devenu, sous l'impulsion de pays comme l'Algérie, une force qui lutte pour la paix, une force qui dénonce les tentatives des deux superpuissances» écrit-elle.

Elle conclut sur ces mots : «Aujourd'hui, 13 ans après la proclamation de l'indépendance de l'Algérie, nous saluons en elle un des pays qui, par son exemple et ses efforts, a su prendre une part primordiale dans l'édification du tiers monde en force politique, en force déterminante dans la lutte contre l'impérialisme.»

Nous considérons qu'il s'agit là d'une autocritique des positions défendues autrefois sur le sujet dans les colonnes du même journal. Et nous nous en réjouissons.